

La grande pitié de l'école rurale, c'est sa désertion hâtive. Les cultivateurs, maîtres d'un domaine trop grand et cultivé d'une façon trop peu intensive, retirent leurs enfants de la classe, à l'heure souvent où l'instruction aurait sur leur esprit le plus de prise. A cette situation, il y a un remède. C'est l'instruction de cours d'hiver pour jeunes agriculteurs comme en certains pays. Le branle est donné dans notre province. L'est-il assez ? Dans un pays où sévit presque à l'état aigu la crise agricole, toutes les autorités sociales ou officielles ne devraient-elle se liguer, se concerter pour instruire le jeune agriculteur, l'armer pour les luttes de sa vie, l'initier plus scientifiquement à son métier, à la petite industrie rurale, etc. Ces cours post-scolaires pourraient plus aisément que l'école proprement dite s'adapter aux besoins de la région, maraîchère, horticole, apicole ou fruitière. L'école de campagne requiert beaucoup de sympathie et de dévouement. Nous souhaitons donc voir s'accroître autour d'elle les œuvres qui l'aideront dans sa besogne intellectuelle, parce qu'il y a, chez nous, un problème agricole dont la solution importe aux plus hauts intérêts de la nationalité.

Quant à l'école urbaine, nous professons qu'elle doit se garder des folles utopies. La plus illogique consiste à croire qu'au nom de l'économie il faille, pour renforcer les études primaires, les écourter au début et à la fin. Comme aide à la famille nombreuse, il faut maintenir à tout prix les écoles dites « écoles maternelles ». Si elles répondent exactement à leur type, elles soulagent la pauvre mère de famille chargée d'enfants, et ce, sans nuire ni aux facultés ni à la santé des tout-petits. Ensuite, n'espérons point, par un savant tassement des matières, supprimer une ou deux années à la fin du cours.